

L'affaire Ayotzinapa traîne toujours...



Presque 40 mois après la disparition de 43 normaliens dans le district mexicain d'Ayotzinapa, dans l'état de Guerrero, les proches des victimes n'ont pas reçu une explication crédible de la part des autorités et les enquêtes sur ce crime piétinent.

En septembre 2014, un groupe d'élèves s'est dirigé à la ville d'Iguala pour participer à une manifestation pour demander de meilleures conditions pour étudier mais ils ont été interceptés par des hommes armés dont des membres de la police municipale qui, supposément les ont livrés à une bande de trafiquants de drogues qui les ont tués.

Le Parquet de la République a diffusé la version selon laquelle les corps ont été complètement incinérés dans une décharge publique proche, mais une expertise scientifique a démontré la fausseté de cette hypothèse car, pour calciner tant de corps, il aurait fallu utiliser une quantité de combustible non-disponible sur place.

Des avocats des proches ont signalé que jusqu'à présent, le Parquet de la République n'a tenu que 30% des engagements pris pour que toute la lumière soit faite sur le sort des normaliens et la plupart des investigations sont toujours en suspens, raison pour laquelle l'on ne peut arriver à aucune conclusion.

Parmi les actions à entreprendre figure l'arrestation de plusieurs policiers municipaux d'Iguala qui auraient participé à l'enlèvement des jeunes et qui sont toujours en liberté.

Aucun progrès n'a été non plus fait concernant l'enquête pour déterminer si des membres de



l'armée mexicaine ont participé aux faits.

Jusqu'à présent, le Secrétariat à la Défense s'est opposé à ce qu'une inspections soit faite dans une caserne où les normaliens auraient pu être enfermés plusieurs jours avant leur assassinat.

Selon des témoins, les portables de plusieurs des étudiants ont été actifs pendant plusieurs jours après leur mort présumée et leur incinération.

Au fur et à mesure que le temps passe un nombre croissant d'interrogations s'accumule dont celle sur le rôle joué par les appareils de sécurité dans un crime qui a soulevé la condamnation dans plusieurs coins de la planète et qui sera une tache permanente sur le dossier du président Enrique Peña Nieto qui s'est borné à faire des promesses qu'il ne tient pas.

Les parents des normaliens disparus ont essayé de s'entretenir avec le nouveau ministre de l'intérieur, Alfonso Navarrete, pour établir avec lui un canal permanent de communication et pour lui faire part de leurs revendications, mais il a refusé de les recevoir.

Les autorités mexicaines semblent oublier que la disparition forcée est considérée comme un crime de lèse humanité qui ne prescrit pas et qui continue à être commis tant que le sort des victimes reste inconnu.

Tôt ou tard, les responsables pour action ou pour omission devront faire face à la justice et ils recevront le châtiment mérité mais, d'ici-là, la douleur et le désespoir continueront à accabler presque une cinquantaine de familles mexicaines.